

Sans doute les troubles ont été mis à profit, aggravés, compliqués, prolongés par l'entrée en jeu d'ambitions extérieures ; mais les souffrances des populations en sont-elles pour cela moins réelles, la situation moins dramatique ? La question macédonienne existe en elle-même, intrinsèquement. Elle n'est ni « un bluff »¹ ni « une plaisanterie » ; elle est la suite naturelle de ce grand mouvement d'émancipation et de résurrection qui, depuis un siècle, a successivement soustrait à l'autorité des conquérants turcs les populations chrétiennes jadis soumises par la force des armes. Elle ne se présente pas autrement, à son tour, que ne se posèrent l'un après l'autre les problèmes de l'indépendance de la Serbie, de la Grèce, de la Bulgarie, de la Roumélie orientale, de la Crète ; elle est seulement plus compliquée parce que la bigarrure des races, la multiplicité des ambitions engagées, la diversité des intérêts en litige en rendent la solution moins aisée à concevoir et surtout à réaliser. La crise macédonienne est la forme nouvelle de la question d'Orient ; elle est la localisation actuelle de la maladie chronique dont souffre, depuis si longtemps, la vieille Europe.

Nous voudrions, en étudiant la crise macédonienne en elle-même et dans ses répercussions politiques, faire ce que nous appellerions volontiers une application sur le terrain des idées directrices que nous avons essayé de dégager dans les deux chapitres qui précèdent. Nous ne nous dissimulons ni les difficultés ni les périls d'une telle entreprise ; dans un pareil pays, même après une enquête personnelle, il est souvent malaisé de discerner la vérité et parfois plus

1. *Le bluff macédonien*, par Al. Van den Brule. Paris, Juven, 4 vol. in-8° illustré.